

[Texte]

I can tell you there is an ongoing investigation and a report, so it is not something we have let sit.

I, too, am concerned, and have discussed this, as I say, on a number of occasions with CSIS with respect to—I think it was a newspaper article that you referred to—some 1,600 reports in English to Quebec. That was with respect to a particular part of the CSIS operation. You are correct, it was all in English. I can tell you that has been corrected. That will not be happening again in that particular area. Those reports are now going out in both official languages. I am concerned about it. I am aware of it.

I can tell you that with respect to the training of new recruits, our new staff college for CSIS, we are making every effort to increase the percentage of francophones enrolled in our CSIS college, and I may say also the number of women. I am told that for the new school that will be coming up—the next one—approximately 80% of the attendees at that school will be francophones.

Mr. Nunziata: I appreciate the Solicitor General's concern with regard to bilingualism within CSIS, but I cannot understand why he cannot... and I assume from his comments that there is not, to date, full compliance with the Official Languages Act. I am confused as to why there is not. What is the impediment? Why does not the Solicitor General lay down the law, instruct Mr. Finn and CSIS to immediately comply in every respect? Why is there not full compliance? Is it because of—well, I will leave it up to the Solicitor General to explain why there is not full compliance, and why studies and an investigation are necessary. It seems to me it is very simple. Just tell them that they have to comply.

Mr. Kelleher: That is right. We are, and they understand that. But unfortunately, you must understand that CSIS is composed of, since the time of its inception, which was just a little over two years ago, former RCMP officials, many of whom did not have at the time the facility, of having the privilege, of being able to speak a second language. And I can assure you personally how difficult that is.

I myself started approximately two years ago, when I arrived here in Ottawa. I perhaps am a slow learner, but I can assure you that it is going to be, unfortunately for me, and I guess for those who have to listen to me, several years before I will attain proficiency. It is not possible, sir, to wave a magic wand and make everybody in the force bilingual, and bring up the percentage to what we would all like to see it. We are trying; we are doing the best we can, and that is the assurance I can give you at this time. There is no desire not to meet the objective.

• 1015

The Chairman: Thank you, Mr. Nunziata, your time has expired. Mr. Robinson, 15 minutes.

[Traduction]

Je puis donc vous assurer qu'une enquête suit son cours et qu'un rapport sera publié, et ce n'est donc pas une question que nous reléguons aux oubliettes.

C'est une question qui me tient à coeur et dont j'ai discuté, comme je le disais, à plusieurs reprises avec le SCRS, à savoir celle des 1,600 rapports en anglais adressés au Québec, je crois qu'il en était question dans un article du journal. Ces rapports portaient sur un aspect particulier des travaux du SCRS et étaient effectivement tous rédigés en anglais. Je puis vous informer que les choses sont rentrées dans l'ordre et que cela ne se reproduira plus. Ces rapports sont à présent envoyés dans les deux langues officielles. C'est donc un problème que je connais et où j'exercerai ma vigilance.

Je puis vous dire qu'en ce qui concerne la formation de nouvelles recrues, au nouveau collège pour le personnel du SCRC, nous faisons tout pour augmenter le pourcentage de francophones qui s'inscrivent à ce collège et, ajouterais-je, le pourcentage de femmes. On m'affirme qu'environ 80 p. 100 des stagiaires seront francophones.

M. Nunziata: L'intérêt du solliciteur général pour le bilinguisme au sein du SCRS est certes louable, mais je ne comprends pas pourquoi il ne peut... je crois comprendre, d'après ce qu'il nous dit, qu'à l'heure actuelle la Loi sur les langues officielles n'est pas entièrement respectée et je ne comprends toujours pas pourquoi. Qu'est-ce qui y fait obstacle? Pourquoi le solliciteur général n'impose-t-il pas la loi, et n'ordonne-t-il pas à M. Finn et au SCRS de la respecter scrupuleusement et sans tarder? Qu'est-ce qui fait obstacle? Est-ce parce que... Mais je vais laisser au solliciteur général le soin d'expliquer où est la difficulté et pourquoi il faut faire des études et une enquête. À mes yeux, c'est tout simple: la loi c'est la loi, et ils n'ont qu'à s'y soumettre.

M. Kelleher: Vous avez raison et ils le comprennent bien, mais vous devez comprendre que le SCRS est constitué, depuis sa fondation qui remonte à un peu plus de deux ans, d'anciens de la GRC dont beaucoup n'ont eu ni la chance ni la possibilité d'apprendre à parler une seconde langue et je puis vous assurer, d'expérience personnelle, combien c'est difficile.

J'ai moi-même commencé à apprendre la seconde langue il y a deux ans, à mon arrivée à Ottawa. Je ne suis peut-être pas un très bon élève, mais je puis vous assurer qu'il me faudra bien plusieurs années pour arriver à parler couramment, ce qui est bien regrettable pour moi et pour ceux qui doivent m'écouter. Il n'est pas possible, d'un coup de baguette magique, de rendre tous les membres de la Gendarmerie bilingues et d'atteindre le pourcentage que nous aimerions tous voir. Nous faisons de notre mieux, et c'est là la seule garantie que je puisse vous donner pour l'instant. Nous n'avons nullement l'intention ou le désir de ne pas atteindre l'objectif.

Le président: Merci, monsieur Nunziata. Le temps qui vous était alloué est maintenant expiré. Monsieur Robinson, vous disposez de 15 minutes.